

DU BILAN CONNU DE L'USORAL AU BILAN ATTENDU DE L'UNION SACRÉE DE LA NATION : *Quel legs pour les générations actuelles et futures ?**

Introduction

Bertin MAKOLO

MUSWASWA,

Professeur émérite

Université de

Kinshasa

Membre du Conseil de

Rédaction de *Congo-*

Afrique

muswaswamakolo@

gmail.com

La première édition de *Lettre ouverte à l'USOR et alliés et aux forces du changement* a été publiée en avril 1995 chez le même éditeur. A cette époque, la République démocratique du Congo s'appelait encore République du Zaïre, mais le certificat de décès du Parti-Etat avait déjà été signé et rendu public depuis le discours historique du 24 avril 1990. Concomitamment, la porte du multipartisme s'ouvrait largement. C'est d'ailleurs une des victoires incontestables de l'Union Sacrée de l'Opposition Radicale (USOR), créée le 18 juillet 1991, l'autre étant la tenue de la Conférence Nationale Souveraine (CNS) du 07 août 1991 au 06 décembre 1992.

Dans le cadre de cette ouverture politique, de nombreux partis politiques avaient vu le jour ; presque tous se réclamaient de l'Opposition Radicale. Parmi eux, l'Union des Démocrates Indépendants (U.D.I.). Kengo wa Dondo, l'un des plus fidèles collaborateurs du Maréchal Mobutu, ancien haut magistrat et plusieurs fois Premier ministre, en était le Président et Christophe Lutundula Apala Pen'Apala, auteur de cette lettre ouverte, Vice-président.

Dans la constellation des partis politiques de l'Opposition Radicale, l'U.D.I. comptait parmi les partis politiques qui n'étaient pas en odeur de sainteté. Sans doute parce que la plupart de ses membres avaient exercé de hautes fonctions dans la sphère politique ou dans les entreprises publiques tout au long de la II^e République. Il n'y avait pas dans ses rangs de crève-la-faim. L'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (U.D.P.S.), qui s'était organisée et avait tenu tête au Président Mobutu à partir de la deuxième moitié des années soixante-dix, ne pouvait que regarder avec un œil soupçonneux l'U.D.I. et les autres partis créés par les anciens

* Préface de la deuxième édition de *Lettre ouverte à l'USOR et alliés et aux forces du changement*, de Lutundula Apala Pen'Apala, Kinshasa, l'Arc-en-ciel.

collaborateurs du Maréchal Mobutu. Les combattants voyaient dans ces partis des infiltrés au service des intérêts du pouvoir décadent ou des opportunistes avides d'un pouvoir pour lequel ils n'avaient versé ni sueur, ni larmes, ni la moindre goutte de sang.

Cette méfiance pouvait-elle empêcher qu'il eût dans ces partis des hommes et des femmes qui croyaient sincèrement au changement radical, qui y aspiraient ardemment avec leur cœur, leur esprit et toute leur intelligence critique ?

Christophe Lutundula Apala Pen'Apala faisait justement partie de ces jeunes politiciens que le peuple réuni en conférence découvrira et dont il appréciera l'éloquence, la pertinence de la réflexion et la solidité de l'argumentation sur le présent et l'avenir de la République démocratique du Congo. Aussi le gratifiera-t-il en l'élisant au poste de Deuxième Vice-président du Haut Conseil de la République – Parlement de Transition. C'est du Haut de ce poste de responsabilité politique qu'il écrira cette lettre ouverte à l'USOR et Alliés et aux forces du changement pour faire le bilan de cinq années de transition. Il faut préciser aujourd'hui qu'il s'agit de la première période de la transition, car une autre allait être organisée après la parenthèse que Laurent-Désiré Kabila ouvrira en mai 1997 et qui se refermera avec son assassinat en janvier 2001.

La Lettre ouverte à l'USOR et Alliés et aux forces du changement s'articule autour de trois axes : le bilan de la transition et les interrogations qu'il suscite, le changement et les ambitions de l'opposition, les impératifs de la démocratie et les perspectives d'avenir.

Concernant le bilan de la période de la Transition qui a débuté au lendemain du discours du 24 avril 1990, la conclusion qu'il en tire ressemble fort, mutatis mutandis, à celle que Mulumba Lukoji, alors Premier ministre, avait tirée à propos de la gestion de l'indépendance acquise en juin 1960. Prosaïquement, il avait déclaré que ce bilan était largement négatif. S'agissant du bilan de la première période de transition, Christophe Lutundula, tout en reconnaissant des avancées indéniables, s'exprime poétiquement en ces termes : « Ainsi, cinq ans après le 24 avril 1990, la prise de la Bastille n'a pas eu lieu, et le Printemps démocratique zaïrois n'a pas encore donné toutes ses fleurs et l'éclat du soleil que nous espérons ».

Quant aux interrogations que l'action de l'opposition avait suscitées, elles ont toutes le mérite de mettre en évidence le fait qu'être politicien, contrairement à ce que l'on peut dire, c'est accepter d'accomplir une mission noble au service de la communauté nationale, ainsi que l'obligation d'en rendre compte le moment venu.

A propos du changement, le mot qui empêchait le Maréchal de dormir à poing fermé et qui avait fait vaciller le Parti-Etat jusqu'à son démantèlement, Christophe Lutundula en donne un contenu sémantique qui est, mutatis mutandis, valable pour tous les temps et tous les lieux

où les partis politiques luttent plus pour conquérir le pouvoir que pour le conserver. Écoutons-le : « Le changement est avant tout une exigence éthique de la rupture avec une certaine époque, avec des modes de gouvernement rétrograde et des schémas de pensée et des méthodes de gestion qui humilient la rationalité et la moralité, érigent l'incompétence, l'irresponsabilité et l'inversion des valeurs en vertus cardinales.

« [...] c'est aussi cultiver l'excellence, la rigueur et l'amour du travail qui confèrent à l'homme sa dignité. C'est rompre avec la vision du monde qui privilégie la mendicité et sollicite en permanence l'amitié et la générosité internationale. »

Avec cette compréhension du mot "changement", le départ du Maréchal Mobutu avancé constamment comme préalable par l'U.D.P.S. ne pouvait pas bloquer la préparation de l'après-Mobutu avec des plans à court, moyen et long termes. L'indifférence à cette préoccupation révélait, selon Christophe Lutundula, l'absence d'une pensée capable de nourrir constamment l'action révolutionnaire sans laquelle le changement reste un mot creux ou un sésame pour de nombreux partis opportunistes en quête de positionnement dans l'opposition, en attendant l'appel du Maréchal pour le partage d'une portion de pouvoir. Cette manière de comprendre l'ambition politique dans l'opposition autant que la rigidité des positions était un crève-cœur pour Christophe Lutundula.

Enfin, quant aux impératifs de la démocratie et aux perspectives d'avenir, Christophe Lutundula les rappelle en insistant sur le fait qu'ils devraient souder tous ceux qui aspirent à une forme de gouvernement où la souveraineté appartient au peuple. Ils devraient en plus rythmer leurs pas vers des objectifs communs plutôt que vers le culte de la personnalité dans l'opposition. Parmi les objectifs communs immédiats à cette époque, Christophe Lutundula cite : la mise en place de la Commission Nationale des Elections (CNE), l'adoption de la loi électorale, la réalisation des préalables convenus, la mobilisation de l'électorat et la gestion des relations internationales.

Depuis l'avènement de la III^e République en décembre 2006, ces objectifs comptent parmi les préoccupations du parti au pouvoir avec ou sans coalition, et ils constituent la pomme de discorde entre les tenants du pouvoir et ceux qui militent dans l'opposition avec l'espoir d'accéder au trône tôt ou tard avec leurs alliés civils et religieux.

Christophe Lutundula avait destiné sa lettre ouverte aux jeunes générations, celles qui avaient émergé à la Conférence Nationale et dont il faisait partie. Son intention était sans doute d'attirer leur attention sur la voie à suivre pour construire, en évitant les erreurs du passé, un Congo réellement démocratique, pacifique et prospère. Son contenu intéresse aussi bien les générations actuelles que celles qui viendront, pour la même raison : éviter les erreurs du passé pour ne pas faire du surplace ou reculer au lieu d'avancer, de progresser.

L'Union Sacrée de la Nation les évitera-t-elle ? Elle saura au moins qu'elle a un ancêtre qui peut l'aider à les éviter. Encore faut-il l'interroger et l'écouter.

Evidemment, nées dans deux contextes politiques différents, les deux unions sacrées ne sont pas identiques dans leur essence et par rapport à l'idéal poursuivi.

La première est un rassemblement des partis décidés, dans un climat d'ouverture politique, à renverser la dictature pour instaurer la démocratie.

La seconde est née de la volonté manifeste de se libérer d'une "laisse dorée" qui avait toutes les apparences d'une « passation pacifique et civilisée » du pouvoir. La concrétisation de cette volonté a entamé comme par un tour de passe-passe un changement de majorité parlementaire lequel a ouvert largement la porte de la gouvernance responsable et sans embûches.

Christophe Lutundula Apala Pen'Apala qui était membre de l'USOR et alliés, le voici membre de l'Union Sacrée de la Nation. Quel bilan en fera-t-il pour les générations actuelles et celles à venir à la veille des élections prévues en décembre 2023, surtout qu'il occupe deux postes importants : celui de Vice-premier ministre et de Ministre des Affaires Etrangères, que la situation à l'Est du pays est préoccupante depuis plusieurs années et que des études sérieuses montrent qu'à l'horizon 2030, la République démocratique du Congo comptera parmi les pays les plus pauvres de la planète, en tout cas celui qui paradoxalement tendra à tirer vers le bas tous les autres pays du continent noir ! Comment, avec qui, avec quoi exorciser ce présage de mauvaise augure ?■

